

Communiqué de presse

Un rejet franc et massif de la réforme et des nouveaux programmes par les collègues de Sciences Économiques et Sociales

Paris, le 4 juillet 2019 :

Depuis plusieurs mois, aux côtés de l'intersyndicale et de l'inter-collectifs, l'APSES s'oppose de façon ferme et résolue aux réformes du service public de l'Éducation nationale, en particulier la réforme du lycée et du baccalauréat. Elle est [partie prenante de l'amplification du mouvement de contestation que l'on peut observer ces dernières semaines.](#)

Dans ce contexte, l'APSES a impulsé le vote d'une [motion de rejet de la réforme du lycée](#), lors des commissions d'entente réunissant les collègues de SES convoqué-e-s pour corriger le baccalauréat. Aux antipodes de la communication ministérielle qui présente les SES comme « [revalorisées et renforcées dans le nouveau système](#) », les résultats de cette consultation à l'échelle nationale témoignent au contraire d'un rejet franc et massif de la réforme et des nouveaux programmes par les enseignant-e-s de SES. En effet, sur 1028 collègues s'étant exprimé-e-s lors des différentes commissions d'entente locales, [98,1% ont approuvé le texte soumis par l'association.](#)

Ces résultats témoignent des très vives inquiétudes des collègues vis-à-vis des pertes de postes et de la dégradation des conditions d'enseignement dont les élèves seront les premières victimes. Ils dénotent également une forte opposition aux programmes de Seconde et de Première qui doivent entrer en vigueur à la rentrée 2019, constat qui ressortait déjà des [résultats de la consultation](#) officielle lancée par la DGESCO, [après le rejet unanime du Conseil Supérieur de l'Éducation](#). Ils mettent aussi en évidence un refus plus large d'une réforme qui aboutira à un renforcement des inégalités sociales de réussite scolaire.

Ce diagnostic conduit un nombre significatif de collègues à s'inscrire dans les [mobilisations initiées par l'intersyndicale et l'inter-collectifs à l'occasion des épreuves et des corrections du baccalauréat](#) : rétention des notes, vote de motions, refus de délibération. Pourtant, M. Blanquer reste sourd à ces appels en refusant d'ouvrir le dialogue avec les organisations représentatives et préconise même des mesures en rupture avec l'égalité de traitement entre les candidats. Force est de constater qu'aujourd'hui de nombreux jurys n'ont pu délibérer !

En cette période de questionnement démocratique, le Ministre devrait avoir à cœur de construire l'école de demain avec toutes les parties prenantes. L'Ecole est notre bien commun : il nous paraît plus qu'urgent d'entendre l'ensemble de la communauté éducative et d'ouvrir de véritables négociations.

Contacts :

Benoît Guyon, co-président : guyonbjp@gmail.com – 06 86 84 11 76

Solène Pichardie, co-présidente : solene.pichardie@hotmail.fr - 06 77 45 39 65

Camille Aymard, co-secrétaire générale : camilleaymard382@gmail.com – 06 73 32 99 63

Sophie Loiseau, co-secrétaire générale : sophieloiseau1@gmail.com – 06 23 40 65 53

Igor Martinache, co-secrétaire général : igor.marti@laposte.net – 06 98 81 67 42